|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant mise en disponibilité d’office avec maintien à titre dérogatoire du demi-traitement dans l’attente de l’avis du Conseil médical ou de la décision d’admission à la retraite pour invalidité**  (Agents CNRACL)  M …………………………………………………………………………………………….  Grade ……………………………………………………………………………………… |

Le Maire (ou le Président) de .................................................,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Considérant que M…………………a épuisé ses droits statutaires à congé de maladie *(le cas échéant préciser la nature du congé de maladie et les dates de celui-ci),*

Vu la saisine du conseil médical en date du …………pour statuer sur la situation de l’agent (dans l’attente d’un avis pour la reprise des fonctions ou la réintégration, le reclassement ou la mise en disponibilité),

***Dans le cas particulier de l’attente de la décision de mise à la retraite pour invalidité* :**

Vu l’avis du conseil médical) en date du………………statuant sur l’inaptitude physique totale et définitive de l’agent à l’exercice de ses fonctions (ou de toutes fonctions),

Vu l’avis (ou la saisine) du conseil médical en date du…………………statuant sur l’admission à la retraite pour invalidité de l’agent,

Considérant la saisine de la CNRACL pour l’admission à la retraite pour invalidité de M……………………………,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** A compter du ………………, M……………………… est placé(e) en disponibilité d’office pour inaptitude physique.

**ARTICLE 2 :** Cette mise en disponibilité d’office est prononcée à titre conservatoire dans l’attente de la réalisation ou de la procédure de reprise de service, ou du reclassement, ou de la disponibilité ou d'admission à la retraite pour invalidité.

**ARTICLE 3 :** A titre dérogatoire, le paiement du demi-traitement de M………………………………sera maintenu jusqu’à la date de la décision de reprise de service ou de réintégration, de reclassement, de mise en disponibilité ou d'admission à la retraite ***(ne laisser le cas échéant que la mention correspondant à la situation de l’agent)***.

**ARTICLE 4 :** M……………………percevra à compter du ……………………...la moitié de son traitement. Ce traitement sera soumis à CSG et CRDS et cotisations CNRACL.

**ARTICLE 5 :** La situation définitive de l'agent sera fixée dès réception de (ou des) l’avis attendu (s).

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le ……………………………..  Signature de l’agent : |